



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 28, NUMÉRO 4, NOVEMBRE 2006

Santé et justice pour tous

Nous sommes solidaires dans notre conviction que la santé est un droit fondamental ne pouvant être asservi à la logique du profit. Comme vous, nous sommes persuadées de la nécessité d'offrir des soins de santé appropriés, de qualité et accessibles à toutes et à tous.

Ces propos liant santé et justice sociale ont été tenus par Dre Sylvia Estrada-Claudio lors de notre assemblée générale annuelle qui a eu lieu en avril dernier. Sylvia est présidente du Conseil d'administration et co-fondatrice de Likhaan, une organisation philippine spécialisée dans la santé des femmes et homologue de longue date d'Inter Pares. Elle nous a rappelé qu'en 1978, la Stratégie mondiale de la santé pour toutes et tous d'ici l'an 2000 avait été décrétée par les pays de la planète. Un peu partout, au Nord comme au Sud, la santé publique est menacée par la privatisation et la restructuration, rendant les soins de santé encore moins accessibles à celles et ceux qui en ont le plus besoin, les couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la société.

En cette soirée d'avril à Ottawa, Sylvia a partagé la tribune avec Shirley Douglas, porte-parole nationale de la Coalition canadienne de la santé. Au cours d'une discussion intense et passionnée, les deux conférencières ont insisté sur la nécessité que chacune et chacun d'entre nous agisse pour la protection et la promotion de notre droit fondamental à la santé. Que l'on vive au Canada ou aux Philippines, la santé dépend de la qualité du milieu, de l'accès à une saine alimentation et à des soins subventionnés par les deniers publics.

La santé pour tous est loin d'être réalité aux Philippines : les conditions sociales n'ont guère progressé et quarante-cinq pour cent des familles du pays vivent sous le seuil de la pauvreté. Les subventions publiques aux soins de santé sont modestes; un régime à deux vitesses ne garantit l'accès aux soins de qualité qu'à une minorité de riches.

Au Canada, le régime de santé public est aussi menacé. Après avoir rappelé la « bataille particulièrement féroce » que son père, Tommy Douglas, a livrée pour créer un régime de santé public, Shirley nous avertissait qu'il nous incombe aujourd'hui d'affirmer que le régime des soins de santé appartient à toutes et à tous. « L'heure est grave, » a-t-elle dit. « Que faudra-t-il qu'on nous prenne avant qu'on ne proteste? » L'action et l'engagement citoyens sont nécessaires; à cet égard, nous en avons beaucoup à apprendre de nos collègues de Likhaan aux Philippines.

En matière de soins de santé, l'approche de Likhaan s'articule autour des liens entre santé, pauvreté et conditions sociales. Elle est axée sur l'autonomisation des femmes et



Dre Sylvia Estrada-Claudio (gauche) et Shirley Douglas (droite) lors de l'assemblée générale annuelle 2006 d'Inter Pares.

REBECCA WOLSKA

des communautés démunies afin qu'elles prennent en main leurs besoins dans ce domaine. Likhaan aide les communautés à s'organiser pour réclamer des services de santé publics accessibles et de qualité. Les femmes de Likhaan jouent un rôle de premier plan et militent pour la prestation de ces services aux communautés démunies. Leurs efforts commencent à porter fruit.

Pour Sylvia, « la pauvreté ne se résume pas à la pénurie de biens matériels. Les personnes sont moins pauvres dès qu'elles se sentent en possession de moyens d'intervention. Je ne sais en quels termes vous décrire les sentiments de ces femmes pauvres, souvent peu éduquées et parfois victimes de la violence de leur partenaire et qui sont maintenant autonomes. J'aimerais tant que vous puissiez les rencontrer. »

Une approche holistique en matière de santé comprend un régime de santé public universel. Tout aussi important est le besoin de réduire la pauvreté et les inégalités, d'améliorer les conditions de travail et de logement et de prendre les mesures nécessaires en matière de santé mentale et de violence faite aux femmes.

En réaction aux commentaires de Sylvia, Shirley a déclaré : « Se battre, jour après jour, sans se laisser aller à l'amertume ou sombrer irrémédiablement dans la dépression, mais en faisant bouger les choses envers et contre tout est un véritable exploit. Nous ne pouvons que rendre hommage à votre persévérance. »

Ce numéro du *Bulletin* est consacré aux efforts de celles et ceux qui, aux Philippines, au Canada, en Birmanie et au Guatemala, veulent faire de « la santé pour tous » la réalisation tangible et probante d'un droit fondamental. ☞

Birmanie : aux frontières de la santé

Même les plus anciens souvenirs d'enfance de Mahn Mahn sont des images d'emprisonnement. En 1969, alors qu'il n'avait que trois ans, lui, son grand-père, sa mère et sa sœur ont été arrêtés puis détenus par l'armée birmane parce que son père s'était enrôlé dans l'armée karen. Ce n'est qu'à la mort de ce dernier, trois ans plus tard, que sa famille fut remise en liberté. En Birmanie, l'armée de libération nationale karen lutte depuis 1949 pour l'indépendance de leur État. Il n'est donc pas étonnant que Mahn Mahn, qui a grandi au milieu d'une guerre civile ayant fait de nombreuses victimes parmi la population, consacre sa vie à promouvoir la santé du peuple karen.

Dans les années quatre-vingts, Mahn Mahn s'est rendu à la frontière qui sépare la Thaïlande de l'État karen. Il a commencé des études de médecine et après des années passées à prodiguer des soins dans des cliniques de fortune, il y a laissé ses illusions. « Vous guérissez un patient et cela vous rend heureux. Mais, bientôt, un autre arrive, puis un autre. » Mahn Mahn a compris qu'il lui faudrait trouver d'autres moyens de fournir des services de santé. Il a alors rencontré Hser Nay Mu, un soignant; ensemble, ils ont mis au point une stratégie en matière de santé communautaire axée sur l'organisation des villages, la santé de base et la prévention. C'est ainsi qu'ils ont posé les jalons du projet d'équipes médicales mobiles, aussi connu sous le nom de *Backpack Health Worker Team*.

Au fil des ans, Mahn Mahn, Hser Nay Mu et d'autres se sont constitués en équipes médicales mobiles qui se sont enfoncées dans l'arrière-pays birman pour venir en aide aux communautés isolées. Par leurs approches nouvelles en matière d'éducation populaire, ces équipes ont encouragé les villageoises et les villageois à mettre sur pied des systèmes d'assainissement; elles ont aussi fait la promotion de la stratégie de prévention des maladies liées aux conditions d'hygiène telles que la malaria. Au fur et à mesure, elles ont gagné la confiance des membres des communautés avec qui elles se sont employées à créer des programmes de santé communautaire.

Au cours de cette période, la junte militaire birmane a accru ses attaques contre les villages karens tandis que le nombre de personnes déplacées augmentait rapidement. Des milliers d'entre elles se sont réfugiées dans la jungle montagneuse ou encore, de l'autre côté de la frontière, en Thaïlande. Aujourd'hui, on estime entre un et deux millions le nombre de ces personnes déplacées en Birmanie; on avance des chiffres équivalents pour celles qui se seraient installées dans les pays voisins : Thaïlande, Chine, Inde et Bangladesh. Les conditions de santé parmi ces populations déracinées sont désastreuses; les taux de mortalité maternelle et infantile y sont parmi les plus élevés du monde.

En 1998, avec le soutien d'Inter Pares, Mahn Mahn, Hser Nay Mu et d'autres collègues ont mis sur pied le projet

d'équipes médicales mobiles. Ce projet, qui réunit une coalition de personnes soignantes des États karen, karenni et mon, permet de fournir des soins de base aux communautés déplacées en Birmanie, là où les soins ne sont normalement pas accessibles. Les équipes, qui se déplacent en bateau, à pied ou encore à dos d'éléphant, offrent un éventail de services médicaux aux populations déplacées.

Le programme des équipes mobiles vise à fournir les services de santé et à diffuser les compétences et les connaissances nécessaires pour gérer les besoins de santé locaux et y répondre. C'est une mission ardue et dangereuse; certains membres de ces équipes y ont laissé leur vie. En 2005, soixante-dix équipes ont soigné près de 140 000 personnes déplacées en Birmanie. Le projet comporte aussi un volet formation destiné à préparer le personnel médical en mettant l'accent sur l'amélioration des compétences des sages-femmes pour contribuer à réduire les taux élevés de mortalité et de morbidité des mères.

En dépit des difficultés insurmontables auxquelles sont confrontés les membres des équipes mobiles, Mahn Mahn n'a perdu ni son énergie ni son sens de l'humour. Il sait que la guerre est la cause primordiale des problèmes de santé parmi les populations déplacées. Il sait aussi que santé, démocratie et droits de la personne sont inextricablement liés.

Mahn Mahn n'a jamais songé à quitter son pays pour se faire un avenir ailleurs. « La Birmanie est mon pays, » dit-il. « Nous devons lutter pour instaurer la paix. On me demande pourquoi je ne pars pas assurer l'avenir de mes enfants. Mais, si je reste, je peux aider dix, peut-être cent enfants, voire plus. » ☞

Outre ses généreux donateurs et donatrices, Inter Pares est reconnaissante à l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) pour son appui au projet d'équipes médicales mobiles.



Mahn Mahn, co-fondateur des équipes médicales mobiles, Thaïlande.

REBECCA WOLSKA

Une étude réalisée par les équipes médicales mobiles, *Chronic Emergency : Health and Human Rights in Eastern Burma*, peut être consultée à : www.bphwt.org. Les équipes ont aussi produit un documentaire sur la situation de la santé et des droits de la personne en Birmanie, intitulé *Health Security Among Internally Displaced People in Burma* qui peut être visionné à : www.interpares.ca (disponibles en anglais seulement).

De l'ombre à la lumière

Au cours de notre dernière visite au Guatemala, une amie et collègue de longue date nous a expliqué que pour elle, justice signifie « vivre loin de l'ombre de l'angoisse. » Dans ce pays, après un long conflit armé qui a duré 36 ans, fait 200 000 victimes et traumatisé des millions de personnes, les blessures ne se sont toujours pas refermées. Parmi les plus profondes, sont celles qui ont été causées par les violences sexuelles systématiques que les femmes – en particulier celles des communautés autochtones et pauvres – ont subies aux mains des militaires et autres acteurs armés. On a détruit la dignité des femmes en s'attaquant à leur corps, pour humilier et « pacifier » des communautés en déchirant le tissu social.

Pendant les vingt dernières années, elles ont tu leur angoisse, humiliées, isolées, par crainte d'être stigmatisées ou blâmées par leur mari, leur famille, leur communauté et la société, si jamais leur traumatisme secret devait être révélé. Il y a quelques années, certaines, peu nombreuses, sont sorties de l'ombre pour raconter ce qu'il leur était arrivé durant la guerre. Le Consortium des agentes du changement est né de leur initiative; il réunit des groupes locaux qui œuvrent auprès de femmes ayant survécu à la violence sexuelle dans divers coins du pays, soutenant leur recherche d'un remède à leurs maux, indispensable jalon sur le chemin qui mène à la justice.

Soixante-cinq survivantes se sont engagées dans le processus de réhabilitation et d'autonomisation, avec le soutien de psychologues et de militantes pour les droits des femmes appartenant au Consortium des agentes du changement. Elles agissent de concert au sein de groupes d'appui réciproque, bénéficiant des conseils d'agentes de leur communauté ayant une formation en soins de santé mentale ainsi que de soins psychosociaux personnalisés et de visites à domicile. Grâce à l'écoute, au réconfort et à l'accompagnement, les femmes abandonnent peu à peu leurs craintes de parler de la violence qu'elles ont subie. Elles ont commencé à rassembler les bribes de leurs souvenirs et à comprendre le sens de la violence sexuelle dans les situations de guerre.

Elles se font à l'idée qu'elles ne sont pas responsables de cette terrible violence qu'on leur a infligé avec intention. Le viol était une stratégie, une arme de guerre. Comprendre le rôle de la violence dans le contexte de l'exploitation, du colonialisme, du racisme et de la logique patriarcale qui ont caractérisé l'histoire du Guatemala fait partie intégrante du processus de guérison.

Dans un pays où la vérité sur les événements s'étant déroulés durant la guerre est contestée et où de nombreuses choses sont encore passées sous silence, la force des mots ne peut être sous-estimée. Les survivantes apprennent à se servir de leur voix, de leurs mots, de leur langage pour comprendre ce qu'il leur est arrivé, en tant que femmes et membres de communautés autochtones. Elles expriment leur douleur, leur colère, leur culpabilité, leur peur et leur espoir. Elles réaffirment une dignité qui leur a été brutalement arrachée il y a des années.

Elles découvrent que la peine qu'elles ont connue ne leur a pas été infligée à elles seules mais à bien d'autres. Elles lient leurs expériences les unes aux autres, à leur communauté et à



Mettons fin à l'impunité: programme sur les violences sexuelles lors de conflits armés en Amérique latine.

leur société au sens large. Elles se taillent, au sein de la société guatémaltèque, une place de citoyennes; elles savent que les torts qu'on leur a causés doivent être reconnus par tous les Guatémaltèques comme une injustice inacceptable.

Elles nous disent apprendre à sentir, penser et agir comme des personnes capables d'aider les autres. Désormais, elles ne sont plus seules, isolées, impuissantes. Elles constituent des réseaux de survivantes pour se faire entendre dans les débats nationaux sur la justice réparatrice. Sans pour autant oublier, renier ou refouler le passé, elles passent de victimes à agentes de leur histoire et de leur avenir, capables de parler en leur propre nom de leur douleur et de leur espérance. ❧

Outre les donations de milliers de Canadiennes et de Canadiens, ce programme bénéficie d'un don de l'Unité de la paix et de la sécurité de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI).

Action universelle

« Nous avons l'habitude de dire que lorsque le Nord sur-développé éternue, le Sud a une pneumonie », raconte Dre Sylvia Estrada-Claudio, médecin, psychologue et défenseure de renom de la santé des femmes aux Philippines, en s'adressant à l'assemblée générale annuelle d'Inter Pares, en avril dernier.

Quels sont donc les symptômes de la « pneumonie » aux Philippines? Quelles seraient les conséquences néfastes d'un régime de santé à deux vitesses au Canada si l'on s'en tenait à l'expérience philippine? Selon Sylvia, « le régime privé ne sert que les riches. Le régime public ne dessert plus que les pauvres. Comme ce ne sont que ces derniers qui y ont recours, il est mal géré et faiblement subventionné. »

C'est avec beaucoup de fierté que Sylvia a décrit les activités de Likhaan, une organisation nationale qui se consacre à la santé des femmes aux Philippines, depuis le début des années quatre-vingt-dix. Pour Inter Pares, la participation de Sylvia à notre assemblée générale annuelle d'avril était un moment important de l'histoire de l'action militante sur le front de la santé. Depuis notre création, Inter Pares n'a eu cesse de faire cause commune avec des citoyennes et des citoyens du Sud comme du Nord. En matière de dénominateurs communs, la santé a été un thème récurrent des activités d'organisation des femmes et des communautés. La santé est le souci quotidien de chacune et de chacun. C'est un puissant catalyseur du changement personnel et social; c'est aussi un tremplin qui permet aux femmes d'appréhender la problématique de la justice sociale et de s'organiser en conséquence.

Inter Pares et ses organisations homologues au Canada et dans le monde proposent des approches globales et préventives en matière de santé des femmes, approches qui remettent en question les structures patriarcales, qui mettent l'accent sur l'égalité des sexes et qui aident les femmes à répondre à leurs besoins stratégiques à court terme dans le cadre plus large de la lutte contre les conditions socio-économiques qui portent atteinte à la condition et à la santé de la femme.

Au cours des dernières années, la privatisation accrue des soins de santé a alourdi le fardeau et les responsabilités des femmes. Inter Pares et Likhaan ont travaillé pour dénoncer la tendance, toujours plus axée sur le marché, des approches en matière de soins de santé. Mais les défis auxquels nous faisons face demeurent immenses. Comme le soulignait Sylvia, la lutte aux Philippines est le symptôme d'un problème mondial. À travers le Sud mondialisé, les politiques d'ajustements structurels imposées par les institutions financières internationales ont mené à des réductions massives des investissements publics dans les services de santé et à l'émergence de services de santé privés. Le libre-marché et les politiques internationales d'harmonisation posent un sérieux défi au développement et au maintien des systèmes de santé publics. Le rôle de l'industrie pharmaceutique représente aussi une préoccupation concernant les risques associés aux médicaments, le profit et l'énorme influence exercée par les compagnies pharmaceutiques sur les politiques de la santé et la médicalisation de la santé des femmes.

Selon Likhaan, la santé aux Philippines doit comprendre un système de santé public financé par le gouvernement. Les femmes des bidonvilles de Manille qui ont bénéficié de l'appui de Likhaan sont maintenant à la tête de la campagne pour des

soins de santé universels. Ces femmes portent directement sur leurs épaules l'échec du système de santé.

À la fin de son discours en avril dernier, Sylvia a supplié les Canadiennes et les Canadiens de sauver notre système de santé public et de démontrer au reste du monde qu'un système de santé public peut exister dans l'intérêt de toutes et de tous : « Faites du Canada une réplique à celles et ceux qui mettent en péril un système de santé universel. Les gens des Philippines vous seront reconnaissants pour cette victoire. » ✂

Pour une version intégrale de la présentation de Dre Sylvia Estrada-Claudio lors de l'assemblée générale 2006 d'Inter Pares, « Santé, justice et démocratie », visitez le site d'Inter Pares : www.interpares.ca.

ACTION EN MATIÈRE DE SANTÉ AU CANADA

Coalition canadienne de la santé

Inter Pares appuie la Coalition canadienne de la santé, une organisation dont la mission consiste à sauvegarder et à améliorer le régime de santé public au Canada. Elle est un outil puissant permettant de diffuser les problématiques liées aux soins de santé universels et de promouvoir les services de santé comme un droit de la personne. Pour les coalitions provinciales et territoriales de la santé et leurs affiliés, la Coalition est une précieuse source d'information, un puits d'analyse des politiques de la santé et un lieu de coordination de l'action pour la protection du régime de santé public. Elle développe une stratégie pharmaceutique nationale en traitant de la question des infrastructures publiques en matière de santé et de leur privatisation, tout en examinant les causes sociales de la mauvaise santé. La Coalition s'attache aussi à demander aux autorités publiques de rendre compte de la surveillance de la mise en œuvre de la Loi canadienne sur la santé et de faire rapport à ce sujet.

Pour en savoir plus, visitez le www.healthcoalition.ca.

Action pour la protection de la santé des femmes

Karen Seabrooke, membre du personnel d'Inter Pares, est membre du comité de coordination de l'Action pour la protection de la santé des femmes (APSF), une coalition regroupant associations communautaires, chercheurs, journalistes, et personnes militantes préoccupés par les risques des produits pharmaceutiques. L'APSF suit de près les changements proposés sur les lois fédérales en matière de santé et examine les impacts de ces changements sur la santé des femmes. Ses documents proposent au gouvernement des recommandations claires et précises demandant que la législation canadienne offre une véritable protection en matière de santé.

Pour en apprendre plus sur le travail de l'APSF, visitez le www.whp-apsf.ca.

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

